

Accord du 2 juillet 2025

relatif à la mise en place d'un régime d'épargne retraite obligatoire
du personnel salarié des cabinets d'avocats

NOR : ASET2550743M

IDCC : 3253

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UPSA ;

ABF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC ;

UNSA ;

CFTC CSFV ;

FEC FO ;

CAT ;

CFDT BPJ ;

FSECP CGT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux ont historiquement souhaité, dès la création de la convention collective applicable aux cabinets d'avocats mettre en place, au profit du personnel non-avocat, un régime conventionnel supplémentaire de retraite au-delà des régimes légaux obligatoires.

Cette volonté de créer pour ce personnel un avantage social particulier s'est traduit par un certain nombre de dispositions conventionnelles qui ont dû notamment mettre en œuvre des règles particulières de financement pour assurer la pérennité de ce régime. Ceci s'est traduit par la signature d'un avenant n° 87 du 22 juin 2007 conclu dans le cadre du décret n° 2006-1499 du 29 novembre 2006, destiné à mettre en place un plan de provisionnement.

Ce plan de provisionnement étant venu à échéance le 31 décembre 2024, les partenaires sociaux signataires de la convention collective nationale des cabinets d'avocats du 21 juin 2024 ont souhaité dans un cadre légal et réglementaire différent, d'une part préserver les droits des salariés constitués jusqu'au 31 décembre 2024 dans le cadre du régime de

retraite supplémentaire en vigueur jusqu'à cette date et d'autre part, maintenir au profit des salariés concernés présents et ceux qui sont recrutés après cette date, un dispositif permettant d'assurer, dans l'esprit des premiers négociateurs, un supplément de retraite au-delà des régimes légaux de retraite.

Les membres de la CPPNI ont été particulièrement attentifs à la préservation des droits constitués au profit des salariés présents dans les entités de la branche au 31 décembre 2024. Ils ont considéré que cette condition était essentielle, quel que soit le gestionnaire du régime d'épargne retraite obligatoire. De ce point de vue, les études techniques présentées aux négociateurs aussi bien par le gestionnaire du régime le fonds de retraite professionnel supplémentaire KERALIS retraite (FRPS) que par l'actuaire mandaté par ces négociateurs, ont permis de considérer que les droits constitués au 31 décembre 2024 demeurent garantis.

Soucieux du respect de ce principe, les partenaires sociaux se verront communiquer par l'organisme gestionnaire une fois par an le suivi des droits constitués jusqu'au 31 décembre 2024.

En considération de ce qui précède, les partenaires sociaux prenant acte des évolutions législatives comme celle relative au nouveau plan d'épargne retraite résultant des dispositions de la loi Pacte du 22 mai 2019 ont souhaité, soucieux d'assurer l'attractivité des métiers concernés et d'accompagner les salariés dans leur effort d'épargne retraite, la mise en place d'un plan d'épargne retraite obligatoire régi par le titre II du livre II du code monétaire et financier.

Enfin, les partenaires sociaux conscients de leur responsabilité et de la nécessité de répondre dans l'urgence à une situation créée par l'information tardive qui leur a été donnée quant à l'arrivée à terme du plan de provisionnement au 31 décembre 2024, ont estimé que les dispositions qui suivent pourront être complétées dans le cadre d'une clause de recommandation conformément aux dispositions des articles D. 912-1 et suivants du code de la sécurité sociale. Ce pourquoi, ils souhaitent qu'une telle procédure soit mise en œuvre dès signature du présent accord.

Article 1^{er} | *Objet de l'accord*

Le présent accord a pour objet de mettre en place au profit des seuls personnels non-avocats, dans le cadre de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale et de l'article L. 224-1 et suivants du code monétaire et financier, un plan d'épargne retraite obligatoire (PERO).

Article 2 | *Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux salariés non-avocats des entités entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets d'avocats du 21 juin 2024, cette catégorie de salariés étant expressément reconnue par cette dernière.

Article 3 | *Bénéficiaires*

Le bénéfice du dispositif d'épargne retraite s'applique à tous les salariés non-avocats présents à la date de signature du présent accord et à ceux recrutés après, cela sans condition d'ancienneté, lesquels ne pourront s'opposer au précompte de leur quote-part.

Il ne s'applique pas aux avocats salariés, eu égard aux régimes autonomes de retraite de base et complémentaire les concernant, dont la gestion est confiée à la caisse nationale des barreaux français (CNBF).

Article 4 | *Suspension du contrat de travail*

L'adhésion des salariés est maintenue en cas de suspension de leur contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, dès lors qu'ils bénéficient, pendant cette période, d'un maintien de salaire,

total ou partiel, ou d'indemnités journalières complémentaires financées au moins en partie par l'employeur.

Ce maintien est financé par l'employeur et le salarié dans les conditions fixées par l'article 6.1.

Article 5 | Réversion

En cas de liquidation des droits du salarié sous forme de rente viagère, différentes options de rente peuvent, le cas échéant, être proposées à celui-ci par le gestionnaire.

Ce dernier pourra proposer que la rente soit réversible. La réversion correspond à l'attribution de tout ou partie des droits acquis par le bénéficiaire à ses ayants droit.

Dans ce cadre, conformément à l'article L. 912-4 du code de la sécurité sociale, les ex-conjoints séparés de corps ou divorcés non remariés, quelle que soit la cause de la séparation de corps ou du divorce, bénéficient, obligatoirement, d'une fraction de la pension de réversion. En cas d'attribution d'une pension au conjoint survivant et au(x) conjoint(s) séparé(s) de corps ou divorcé(s) non remariés, les droits de chacun d'entre eux seront répartis au prorata de la durée respective de chaque mariage.

Article 6 | Alimentation du plan

Quel que soit le gestionnaire retenu, le PERO sera le réceptacle de trois types de versements conformément à la législation en vigueur.

6.1. Versements obligatoires

Les versements obligatoires sont constitués par des cotisations des entités et des salariés fixées à 2 % sur la totalité du salaire dans la limite de deux plafonds annuels de sécurité sociale. Cette cotisation est répartie pour moitié entre l'employeur et le salarié.

6.2. Versements facultatifs

Le PERO peut également être alimenté, à l'initiative du salarié, par les versements énumérés à l'article L. 224-25 du code monétaire et financier. Le PERO peut notamment être alimenté par des versements volontaires et facultatifs du salarié.

Par ailleurs, les salariés pourront également transférer vers le plan d'épargne retraite obligatoire des sommes en provenance d'autres plans d'épargne retraite visés aux articles L. 224-1 et suivants du code monétaire et financier, ou d'autres plans listés à l'article L. 224-40-I du même code.

6.3. Épargne salariale. Épargne temps

Le PERO peut aussi être alimenté dans les conditions prévues par le code monétaire et financier pour :

- les produits de l'intéressement ;
- les produits de la participation ;
- les droits inscrits dans un CET dans les conditions prévues par l'acte juridique l'ayant institué et, en l'absence de CET, de jours de repos non pris dans la limite de 10 jours par an. Le congé annuel ne peut être affecté à l'un de ces dispositifs que pour sa durée excédant 24 jours ouvrables par an ;
- la prime de partage de la valeur prévue par le 1^{er} article de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022.

6.4. Gestion des financements

Plusieurs profils d'investissement pour la gestion des sommes versées au plan d'épargne retraite obligatoire sont proposés par le gestionnaire du plan. Ils sont détaillés dans la notice d'information établie par celui-ci et remise à chaque bénéficiaire.

À défaut de choix du salarié exprimé auprès du gestionnaire, les versements sont affectés selon une allocation de l'épargne permettant de réduire progressivement les risques financiers avec l'âge de l'assuré dite « gestion pilotée » selon la grille « équilibré horizon retraite ».

Article 7 | *Conditions de liquidation ou de rachat anticipé*

Les conditions de liquidation ou de rachat anticipé sont celles définies par l'article L. 224-4 du code monétaire et financier, (décès, invalidité, surendettement, expiration des droits à l'assurance chômage...).

Article 8 | *Sortie du PERO*

Au moment de la liquidation de sa retraite, le salarié bénéficiera des droits acquis au titre des sommes versées et des intérêts acquis sur la base des formules de gestion financière retenues.

La liquidation pourra se faire sous forme de rente viagère et/ou selon les possibilités offertes par le contrat avec le gestionnaire du PERO dans les conditions de l'article L. 224-5 du code monétaire et financier.

Les fonds versés sur le PERO sont gérés selon la réglementation en vigueur.

Article 9 | *Gestionnaire du régime*

Chaque entité entrant dans le champ d'application du présent accord doit obligatoirement conclure, auprès d'un organisme assureur habilité et de son choix, un plan d'épargne retraite obligatoire conforme à la réglementation et au présent accord.

Article 10 | *Dispositions concernant les entités de moins de 50 salariés*

Le présent accord ne comporte pas de dispositions spécifiques concernant les entités de moins de 50 salariés auxquelles il s'applique également.

Article 11 | *Dispositions antérieures*

Les dispositions antérieures relatives au régime de retraite supplémentaire des personnels non-avocats sont abrogées. Il s'agit :

- des avenants 1 et 2 à la convention collective du 22 septembre 1959 relatifs aux statuts et règlement des retraites ;
- de l'accord du 20 novembre 1992 relatif au régime de retraite complémentaire ;
- de l'avenant n° 36 du 20 novembre 1992 relatif aux taux de cotisation ;
- de l'avenant n° 85 du 8 décembre 2006 relatif à la retraite ;
- de l'avenant n° 87 du 22 juin 2007 relatif au régime de retraite CREPA ;
- de l'avenant n° 127 du 12 juillet 2019 relatif à la répartition des cotisations.

Article 12 | *Garantie des droits*

Les droits individuels à retraite supplémentaires constitués au 31 décembre 2024 sont expressément garantis et un groupe fermé est constitué à cet effet.

Ce groupe comprend l'ensemble des salariés et anciens salariés bénéficiaires des droits capitalisés à cette date, lesquels demeurent acquis de manière définitive.

Les engagements correspondants feront l'objet d'une gestion distincte et isolée de tout nouveau régime ou contrat d'épargne retraite susceptible d'être mis en place postérieurement. L'organisme assureur ou gestionnaire en charge du régime s'obligera à maintenir les engagements afférents audit groupe fermé, dans le respect des dispositions réglementaires et prudentielles en vigueur.

Article 13 | Durée. Date d'effet

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Sous réserve de son agrément, dans les conditions de l'article D. 3345-6 du code du travail, il prendra effet le 1^{er} jour du 2^e mois civil qui suit la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française.

Article 14 | Dénonciation. Révision

Le présent accord pourra être dénoncé et révisé dans les conditions légales.

Article 15 | Dépôt. Extension. Agrément

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt, dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, d'une demande d'extension dans les conditions de l'article L. 2261-15 du code du travail et d'agrément, conformément à l'article D. 3345-6.

Fait à Paris, le 2 juillet 2025.

(Suivent les signatures.)